IMMIGRATION ET AFFIRMATION : LE CAS DES AFRICAINS EN FRANCE

Claude T. Zesseu, Université McMaster

Résumé

Cet article est un tour d’horizon des questions reliées à l’immigration et à l’intégration des Africains en France, de la période coloniale à nos jours. Il retrace les dates marquantes et les réseaux du flux migratoire Afrique-France et présente une synthèse ciblée des politiques d’immigration françaises. Il engage une réflexion sur les facteurs susceptibles d’entraver ou de favoriser l’intégration et l’affirmation socio-économique et politique des immigrants africains en France.

La conférence de Berlin (1884-1885) consacre le démembrement de l’Afrique, et place sous la tutelle de la France onze territoires africains, à savoir le Sénégal, le Soudan aujourd’hui appelé Mali, la Guinée, la Côte d’Ivoire, la Mauritanie, le Niger, et la Haute Volta aujourd’hui appelée Burkina Faso, le Tchad, le Gabon, le Moyen-Congo et l’Oubangui Chari aujourd’hui appelé Centrafrique. Du XIX^e siècle jusqu’à nos jours, c’est dans ces territoires coloniaux que la France va recruter un grand nombre d’immigrés en provenance de l’Afrique sahélienne et sub-saharienne. Quelles sont les périodes marquantes du flux migratoire de l’Afrique vers la France ? Comment les immigrés africains gagnent-ils le pays d’accueil, et quelles stratégies déploient-ils pour assurer leur survie dans l’Hexagone ? Nous tâcherons de répondre à ces questions en examinant, entre autres, les filières exploitées par les Africains pour entrer en France et les facteurs qui facilitent ou entravent leur intégration et leur épanouissement intégral sur la terre d’accueil.

Au XIX^e siècle, certains immigrés en provenance d’Afrique arrivent en France par la filière militaire. Cette dernière est rendue opérationnelle après la Conférence de Berlin. En

1898, les tirailleurs sénégalais enrôlés dans l'armée française font partie de la mission Marchand dépêchée au Soudan pour conquérir Fachoda, un lieu stratégique du bassin de Nil. D'ailleurs, le 14 juillet 1899 à Paris, les tirailleurs africains ravirent la vedette parce qu'ils étaient les premiers à défiler lors des cérémonies marquant la Fête nationale de France. La filière militaire va se renforcer pendant la première guerre mondiale avec le recrutement de plus 134 000 tirailleurs africains (Konaré 20). Mais les Africains seront aussi recrutés entre 1940 et 1945 pour défendre la France au cours de la Deuxième Guerre mondiale, puis dans les batailles coloniales en Indochine après la guerre. Dès la fin des guerres, les forces militaires coloniales sont démobilisées, et pendant que certains tirailleurs choisissent de rebrousser chemin vers l'Afrique, d'autres décident de rester en France. Pour marquer de façon officielle sa reconnaissance envers ces Africains qui ont servi la France pendant les moments les plus difficiles de son histoire, l'État français va ériger des monuments dont les plus significatifs sont le monument « à l'Armée noire » de Reims et le monument « à l'Armée noire de 14-18 » de Fréjus, inaugurés respectivement en 1963 et en 1994¹. Cependant, la présence africaine sur le sol français va se consolider avec le développement de la filière migratoire estudiantine.

La filière scolaire se met en place après la Première Guerre mondiale. Ce canal migratoire va favoriser la floraison des mouvements nationalistes, indépendantistes et culturels. Au cours des années 1920, on peut compter sur les doigts de la main les étudiants africains en France. Toutefois, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le Martiniquais Aimé Césaire et le Guyanais Léon-Gontran s'y trouvent en qualité d'étudiants. Les trois étudiants vont mettre sur pied le concept dit de négritude, défini comme affirmation de la personnalité africaine au sein de la culture dominante du colon. D'ailleurs, Senghor fut un bel exemple d'étudiant immigré africain qui sut s'intégrer et s'affirmer dans la société d'accueil. Après l'obtention de sa licence en 1931 et de son agrégation de grammaire en 1935, il fut professeur

de latin-grec à Tours et à Saint-Maur-des-Fossés. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il combattit pour la patrie française et fut, pour une courte période, prisonnier de guerre chez les Allemands. Après la guerre, il fut élu député du Sénégal au Palais-Bourbon et se distingua comme homme d'État, poète et membre de l'Académie française (1983). D'autres étudiants emboîteront le pas à Senghor, tels que Kofi Yamgane, Africain d'origine togolaise, qui fut nommé au poste de Secrétaire d'État à l'Intégration en 1991 par le président François Mitterrand. De plus, en tant que député au parlement de 1997 à 2002, Kofi Yamgane, fut tour à tour membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France (2000), membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (2000) et membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes (1999 — 2002)². Comme quoi, certains Africains en France peuvent, dans une certaine mesure, aspirer à devenir des citoyens à part entière dotés d'une capacité d'agir et de faire entendre leur voix !

À partir des années 1980, la filière migratoire estudiantine va s'affermir. Selon Pierre-André Wiltzer³, ancien ministre de la Coopération et de la Francophonie, « au cours de l'année académique 2002/2003, la France accueille dans ses universités près de 95 000 Africains, soit plus de la moitié de 180 400 d'étudiants étrangers inscrits ». 73 %, soit 69 671, de ces étudiants africains proviennent de l'Afrique subsaharienne et sahélienne; ils sont camerounais, gabonais, tchadiens et congolais. Les raisons qui les motivent pour élire domicile en France sont diverses. Ils sont en quête d'une meilleure condition de formation, surtout dans les domaines des sciences exactes, de la médecine et de l'ingénierie. Cette attraction s'explique aussi par les programmes de bourses, car selon Pierre-André Wiltzer, « un boursier sur deux du gouvernement français est en effet africain⁴ ». De plus, les étudiants africains sont attirés par la France parce qu'un diplômé d'une université française est plus compétitif sur le plan international qu'un diplômé d'une université africaine. Pour divers motifs, certains étudiants ont tendance à se sédentariser dans le pays d'accueil. Pour

les uns, les bourses sont maigres pour vivre décemment en France, alors il faut arrêter les études et travailler. Pour les autres, surtout ceux ayant terminé les études, la conjoncture économique au pays d'origine ne laisse pas prévoir une embauche dans les secteurs publics et privés. Après tout, il n'y a pas que la filière scolaire qui a contribué de façon significative à gonfler le nombre d'immigrés africains en France, la filière *emploi*, y est aussi pour quelque chose.

Après la guerre de 1918, à partir des côtes maritimes de Dakar, au Sénégal, les paysans africains, soucieux d'avoir pignon sur rue, vont faire flèche de tout bois pour gagner les villes portuaires françaises comme le Havre, Rouen, Bordeaux et Marseille. Ces Africains regagnent ensuite d'autres grandes villes comme Paris et Lyon. D'après un recensement du ministère des Colonies, la France, en 1926, comptait entre trois cents et cinq mille Africains travaillant comme ouvriers agricoles et employés de commerce (Quiminal 2005 : 55). Pendant les Trente Glorieuses (1945-75), Maliens, Mauritaniens et Sénégalais, en quête d'emploi, constituent la grande partie d'immigrés africains en France. La guerre coloniale en Algérie (1954-1962) favorise également le flux migratoire de ces travailleurs d'origine sahélienne vers la France parce que la France ne pouvait plus recruter, de manière sûre et significative, une main-d'œuvre en Algérie. Cependant, il convient de signaler que la mobilité des travailleurs immigrés revêtait un caractère rotatoire :

*Au bout de quelques années en France, les gens rentraient chez eux pour un long séjour et parvenaient à se faire remplacer dans leur poste de travail et dans leur foyer par un frère ou un autre membre du groupe clanique. Après quelques années au pays, le migrant réalisait une nouvelle permutation*⁵
(Konaré 24).

Or, à partir de la fin des années 1970, on constate la féminisation du réseau migratoire Afrique-France, et cela va mettre en cause le phénomène giratoire observé jusqu'alors.

L'une des filières utilisées par de nombreuses Africaines pour gagner la France est ce qu'il convient d'appeler la *filère épouses*. Au cours des années 1980, l'un des faits marquants dans l'histoire des immigrés africains de France, c'est l'arrivée en France des épouses; c'est aussi la reconstruction des unités familiales, la procréation et le nombre grandissant en France de familles africaines. À ce sujet, Caroline Quiminal dit,

Le nombre de travailleurs immigrés africains qui vivent avec leur famille en France augmente donc au fur et à mesure des regroupements familiaux : on passe d'une population presque masculine (98 % en 1968) à une population plus mixte (70 % d'hommes et 30 % de femmes, recensement de 1985)⁶
(Konaré 25).

Les membres de ces familles africaines installées en France déploient plus d'une stratégie pour assurer leur survie. Ainsi, ils créent des systèmes de caisses de solidarité renflouées par les cotisations des membres. Ces caisses permettent aux membres de faire face aux imprévus tels que les maladies, les décès, le chômage. De plus, ils se regroupent dans le cadre des foyers qui servent comme lieux de réunions communautaires. Ces structures leur permettent de préserver leur culture, de résoudre les conflits et de se mobiliser pour financer des projets d'éducation, de santé et d'agriculture dans leurs communautés villageoises en Afrique. Selon C. Daum, « grâce à leurs associations, les immigrés, loin de se cantonner au rôle qui est assigné par la société française, travailler ici pour nourrir une famille restée au pays, assument bien un rôle citoyen dans leur pays d'origine⁷ » (Konaré 27). Il faut souligner que cet instinct de survie, associé à la détermination culturelle et même politique, habitait déjà l'esprit de certains Africains immigrés qui vivaient en France durant la période entre les deux guerres.

Parmi les immigrés africains installés en France dans les années 1920, certains comme Blaise Diagne, Lamine Senghor et Tiémoko Garan Kouyaté pensaient que

l'épanouissement de la race noire passait forcément par une affirmation politique. En conséquence, Blaise Diagne devint en 1914 le premier député africain de la IIIe République. À Paris, il représentait les quatre communes du Sénégal (Gorée, Dakar, Saint-Louis et Rufisque). En 1916, à sa demande, les autorités françaises délivrèrent la citoyenneté française aux habitants des quatre communes sus-citées, mais les autres Africains resteront dans leur pays « sujets français », privés de toute prérogative politique et assujettis aux travaux forcés. Considéré par ses détracteurs comme conservateur et valet du colon, Blaise Diagne exploita néanmoins son statut d'immigré intégré pour faire rayonner la culture africaine en France. Ainsi, en février 1919, il apporta son soutien à William E.B. DuBois pour l'organisation du premier congrès panafricain. Un autre immigré africain qui marqua d'une pierre blanche son séjour en terre française, c'est Lamine Senghor. Il fut président du comité de défense de la race nègre (CDRN), une organisation fondée en 1926 pour la défense de la condition des Noirs. En 1927, de retour de Bruxelles où ils avaient participé à un congrès, Lamine Senghor et Tiémoko Garan Kouyaté créent la ligue de défense de la race noire (LDRN). Kouyaté publie plusieurs journaux notamment *La Voix des Nègres* (1926), *Africa* (1935), *Le Cri des Nègres* (1939). La censure coloniale frappe ses publications dans les colonies alors qu'à Paris, les lecteurs apprécient le ton nationaliste et le caractère identitaire de ses écrits. Après la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs nationalistes et indépendantistes africains séjournent en France et y déploient diverses stratégies pour faire avancer la cause africaine. Ainsi, le 5 avril 1946, Félix Houphouët-Boigny, député ivoirien siégeant au parlement français, fait adopter par le parlement français la loi sur la suppression du travail forcé dans les colonies françaises en Afrique. Puis en 1946, Lamine Guèye, député sénégalais au Palais Bourbon, fait passer la loi supprimant l'indigénat et élargissant la citoyenneté française à tous les ressortissants des territoires d'outre-mer. Ces actions d'affirmation identitaire seront appuyées par le travail abattu sur le terrain culturel par certains immigrés africains.

Parmi les réseaux migratoires qui se sont développés depuis les années 1950 entre l'Afrique et la France, figure en bonne place celui des artistes. Ces derniers débarquent en France soit pour effectuer des tournées, soit pour réaliser des productions musicales, soit pour faire des stages de perfectionnement. Le service culturel des ambassades de France implantées dans les pays de départ facilite parfois le voyage de certains artistes africains grâce à un programme de bourse. Parmi les artistes africains en France qui ont connu du succès à l'échelle mondiale, on peut citer le saxophoniste camerounais Manu Dibango, le groupe casamançais Touré Kounda, le Reggae-Man ivoirien Alpha Blondy, le prince malien Salif Keita, le griot sénégalais Youssou N'Dour et le Guinéen Mory Kanté. En 1988, *Yéké-Yéké*, chanson de Mory Kanté est classée numéro 1 dans la catégorie *world music* dans 12 pays, y compris les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Espagne et les Pays-Bas où le succès a commencé (Konaré 34). Y a-t-il meilleure façon aujourd'hui de se positionner culturellement sur un échiquier planétaire où la survie des cultures des peuples issus des pays moins puissants est menacée par celles des états puissants ? Ces Africains de France rendent donc service à la culture africaine, car grâce à eux, le monde peut apprécier des sonorités africaines comme le *makossa* camerounais, le *soukouss* congolais, les percussions *mandingue*, le *mbalax* sénégalais. Cependant, malgré les efforts que les Africains n'ont jamais cessé de fournir, depuis les années 1920, pour assurer leur épanouissement intégral, le chemin vers l'intégration demeure semé et parsemé d'embûches !

L'un des problèmes, et pas des moindres, auxquels font face les Africains en France tient au fait que la culture du pays d'accueil est différente. Étant donné que les sociétés africaines sont plus généralement réservées et conservatrices en matière de sexe et de mariage, certains Africains qui vivent en France peuvent juger que la société française affiche une attitude trop libérale et/ou laxiste à l'égard des mœurs dans certains domaines de la vie. Ici, nous pensons à certaines données culturelles françaises telles que l'individualisme, les

mariages interraciaux, la tolérance religieuse, les unions entre personnes du même sexe pour ne citer que ces exemples. Si la jeune génération issue de l'immigration supporte bon an mal an la culture du pays hôte, les parents, surtout ceux qui restent attachés aux us et coutumes du pays d'origine, sont plutôt bouleversés. D'ailleurs, Tahar ben Jelloun, dans un article publié sur son site web officiel, souligne cette problématique culturelle en évoquant la frustration de Mamoudou, un immigrant africain et père d'enfants :

Il pensait à ses enfants et eut le sentiment de les avoir perdus. L'aîné avait un bon poste dans un grand magasin, il avait épousé une Espagnole. La cadette avait passé outre son opposition et se maria avec un Italien ; il ne la voyait plus. Ce fut douloureux pour lui de voir un non-musulman entrer ainsi dans sa famille⁸.

Nul doute que l'intégration des Africains en France est souvent influencée par la nature de certains règlements portant sur l'immigration.

De 1930 à 2006, les autorités françaises et européennes appliquent certaines mesures restrictives en matière d'immigration. La survie des immigrés africains en France est menacée par ces mesures administratives, notamment : la loi du 10 août 1932 fixant des quotas de main-d'œuvre étrangère dans certains domaines, instaurant une carte d'identité de travailleur et restreignant le travailleur à une seule profession dans un cadre géographique donné; la « circulaire Fontanet » du 23 février 1972 régularisant un nombre limité de main-d'œuvre qualifiée, mesure suspendue le 31 octobre 1973; la résolution du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne du 9 février 1976 renforçant la collaboration inter-états dans le combat contre les clandestins; l'exigence dès 1986 d'un visa pour des ressortissants des nations qui présentent un risque (De Wenden 62-66). L'une des conséquences de ces mesures restrictives fut la déportation en 1986 de 101 Maliens n'ayant pas de titre de séjour. À l'instar des déportés maliens, plusieurs Africains n'étant pas en

possession de titre de séjour sont arrêtés et conduits *manu militari* à la frontière. En 1993, le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua fait appliquer des lois plus restrictives qui anéantissent toute possibilité de régularisation et précarisent davantage le statut juridique de la plupart des sans-papiers d'origine africaine. Les immigrés africains réagissent vigoureusement aux lois Pasqua. Des grèves de la faim sont observées par les sans-papiers, les églises sont occupées. L'occupation de l'Église Saint Bernard dans le 18^e arrondissement de Paris, l'été 1996, envoie un signal fort à travers la France qui verra d'autres églises à travers le pays assiégées par les sans-papiers⁹. Au cours des années 2000, les élèves issus des familles sans-papiers sont ciblés par les autorités d'immigration. D'après une circulaire¹⁰ du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy datée d'octobre 2005, les élèves sans-papiers et leur famille se verront reconduits aux frontières seulement à la fin de l'année scolaire. Deux autres circulaires¹¹ du ministre de l'Intérieur, signées en juin 2006, précisent que la régularisation d'enfants et de familles sans-papiers se fera au cas par cas et que certaines familles expulsables pourraient bénéficier d'aides exceptionnelles au retour. Par ailleurs, en juillet 2006, Sarkozy fait adopter une nouvelle loi¹² qui privilégie l'immigration sélective. Le nouveau dispositif réglementaire abroge le principe de la régularisation systématique après dix ans de séjour sur le sol d'accueil, durcit les critères de regroupement familial et entérine la délivrance d'une carte de résident pour une durée de trois ans renouvelable aux candidats dont « le talent constitue un atout pour le développement et le rayonnement de la France¹³ ». Ainsi, la France embrasse la voie de l'immigration choisie afin d'atténuer les effets de l'immigration subie. Cependant, les sans-papiers ne cessent de souligner qu'ils ont droit à un titre de séjour car, selon eux, la France a pillé l'Afrique, la France doit être reconnaissante envers les descendants des tirailleurs africains morts pour la défense de la France. Outre les lois restrictives en matière d'immigration, les immigrés africains en France vont également faire face aux hostilités à caractère nationaliste, protectionniste et xénophobe.

Les immigrés africains sont parfois la cible privilégiée des attaques des mouvements nationalistes français comme le Front national de Jean-Marie Le Pen. Ce dernier argue que les immigrés sont en compétition avec les Français de souche sur le terrain économique. Cependant, les secteurs économiques qui emploient les immigrés africains ne sont pas souvent en compétition directe avec ceux qui embauchent les nationaux. Force est de reconnaître que certains secteurs de l'économie fonctionnent structurellement grâce aux immigrés. Par exemple entre 1982 et 1983, 30 % des immigrés régularisés travaillaient dans le bâtiment, et le reste dans les prestations domestiques, la restauration et la confection (De Wenden 82). De plus, l'extrême droite française soutient qu'il y a autant de chômeurs de souche française qu'il y a d'immigrés. Dans les années 1990, les nationalistes français chérissaient le slogan : *4 millions d'immigrés/4 millions de chômeurs*. Toutefois, cette équation est aisément battue en brèche : l'Espagne, en 1998, compte 23 % de chômeurs et 1 % d'immigrés (De Wenden 81). Il devient donc facile de prouver que les immigrés, y compris ceux issus d'Afrique, ne créent pas le chômage, ce dernier étant un phénomène conjoncturel lié aux politiques économique et sociale. La conséquence de la propagande protectionniste est que certains immigrés africains feront l'objet de discrimination au recrutement. Cela entraîne la précarité dont les manifestations sont la ghettoïsation de certaines familles africaines dans des banlieues insalubres, la sous scolarisation, et l'inaccessibilité aux formations professionnelles adéquates et qualifiantes. Même certains Africains qui ont fait souche en France n'échappent pas à ces dures réalités.

Peut-être que le plus grand obstacle qui freinerait l'épanouissement de l'immigré africain en France serait la perception que l'autre a de lui. Cette perception a été enracinée dans une logique de domination socioculturelle construite autour de préjugés racistes. Ainsi, le comte Gobineau, en 1855, déclarait, « toute civilisation découle de la race blanche, aucune ne peut exister sans le concours de cette race » (Gobineau 192). Et le *Grand dictionnaire*

universel Larousse (1866), de renchérir : « un fait incontestable et qui domine tous les autres c'est qu'ils (nègres) ont le cerveau plus rétréci, plus léger et moins volumineux que celui de l'espèce blanche » (Blanchard et Bancel 98). Puis Léon Blum, chef du Front populaire, soulignait en 1925 : « Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture¹⁴ ». Le comportement xénophobe que certains Français de souche affichent aujourd'hui envers les immigrés africains, serait-il une manifestation de l'inconscient colonial? Selon E. Amougou,

...les expositions coloniales de Paris (1907, 1931) et celles de la province, de Marseille (1906, 1922), de Bordeaux (1924) et de Strasbourg (1924) ont plus spécifiquement et directement contribué à la construction et à la consolidation étatiques d'un inconscient colonial chez les populations de la France métropolitaine (Amougou 224).

Cet avis n'est pas partagé par certains politiques français qui, eux, préfèrent plutôt valoriser le côté « positif » de la colonisation. En conséquence, en février 2005, la France adopte une loi¹⁵ reconnaissant les « bienfaits » de la colonisation et prescrivant une optique révisionniste pour l'enseignement de l'histoire coloniale dans les établissements scolaires et universitaires. Plusieurs historiens s'insurgent contre cette législation et refusent de concevoir et d'écrire l'histoire conformément à l'injonction parlementaire. En février 2006, le gouvernement du président Jacques Chirac se verra contraint d'abroger par décret¹⁶ le deuxième alinéa de l'article 4 de la législation qui vantait « le rôle positif de la présence française outre-mer ». D'après l'historien français André Nouschi, la loi sus-visée « [...] indique combien la colonisation n'a pas fini de peser sur notre vie d'aujourd'hui » (Nouschi 410). Alors, de quelque bout que l'on aborde la question, le regard que le descendant du colonisateur ou du colonisé jette sur l'autre constitue un élément sensible qui détermine la qualité des rapports entre les immigrés africains et les Français de souche.

En guise de conclusion, nous pouvons dire qu'au fil des ans, la présence des immigrés africains en France, qui date du début de la colonisation française, s'est renforcée en se diversifiant. Malgré quelques succès enregistrés ici et là, les Africains de France sont loin de réaliser une intégration véritable sur les plans politique, social et économique. Après plus d'un siècle de co-existence à problèmes, n'est-il pas temps que les Africains de France et les Français de souche travaillent d'un commun accord pour instaurer un cadre de cohabitation qui inspire la confiance et non la méfiance, le respect mutuel et non le mépris, la collaboration et non la confrontation, le partenariat et non le paternalisme ? De par leur histoire commune, les deux parties sont appelées à partager un destin commun, et à participer au rendez-vous du donner et du recevoir qu'est la civilisation universelle.

BIBLIOGRAPHIE

Amougou, Emmanuel. *La Construction de l'inconscient colonial en Alsace. Un Village nègre sous le froid*. Paris : Harmattan, 2002.

Barou, J. *Immigration en France des ressortissants des pays d'Afrique*. Paris : Min.Aff.soci, 1992.

Bensignor, François « Panorama des musiques africaines en France. » *Hommes et Migrations* 1191 (Octobre 1995).

http://www.afromix.org/html/musique/intro/africa_panorama.fr.html.

Bernard, Philippe. « Des 'sans-papiers' investissent une église parisienne. » *Le Monde* (30 juin 1996).

http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=217335.

Blanchard, Pascal et Nicolas Bancel. *De l'Indigène à l'immigré*. Paris : Gallimard, 1998.

Daum, C. *Les Associations des Maliens en France : migrations, développement et citoyenneté*. Paris : Karthala, 1998.

De Wenden, Wihthol Catherine. *Faut-il ouvrir les frontières ?* Paris : P de Sciences Po, 1999.

Gobineau, Joseph-Arthur. *Essai sur l'inégalité des races humaines : Livres 1, 2, 3, 4, 6.*

(1885). Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, Professeure (à la retraite) de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/classiques/gobineau/essai_inegalite_races/essai_inegalite_races_1.pdf.

Konaré, Kadiatou, Dir. *Les Paris des Africains*. Paris : Cauris, 2002.

Nouschi, André. *Les Armes retournées : Colonisation et décolonisation françaises*. Paris : Belin, 2005.

Quiminal, C. *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations Soninké et transformations villageoises*. Paris : Bourgeois, 1991.

« Une Contribution majeure à l'histoire des migrations coloniales. » *Histoire* 1257 (2005) : 52-58.

Tarnero, Jacques. *Le Racisme*. Toulouse : Milan, 1995.

NOTES

¹ « Monuments aux noirs », http://www.crdp-reims.fr/memoire/lieux/1GM_CA/monuments/01armeenoire.htm.

² Information tirée du site web de l'Assemblée nationale de France, http://www.assemblee-nationale.fr/tribun/fiches_id/2963.asp.

³ P.-A. Wiltzer, cité par Gervais Nitchou, RFI, www.rfi.fr/Fichiers/MFI/Education/1230.asp.

⁴ P.-A. Wiltzer, cité par Gervais Nitchou, RFI, www.rfi.fr/Fichiers/MFI/Education/1230.asp.

⁵ J. Barou, *Immigration en France des ressortissants des pays d'Afrique*, cité par Kadiatou Konaré.

⁶ C. Quiminal, *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations Soninké et transformations villageoises*, cité par Kadiatou Konaré.

⁷ C. Daum., *Les Associations des Maliens en France : migrations, développement et citoyenneté*, cité par Kadiatou Konaré.

⁸ Tahar ben Jelloun, « Nouvelle : L'entraide », http://www.taharbenjelloun.org/chroniques.php?menuimg=3&type_texte=0&id_chronique=60.

⁹ P. Bernard. « Des 'sans-papiers' investissent une église parisienne, » *Le Monde* (30 Juin 1996), http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=217335.

¹⁰ Circulaire n° NOR/INT/05/00097/C du 31 octobre 2005.

¹¹ i. Circulaire n° NOR/INT/K/06/00060/C du 14 juin 2006 : Aide exceptionnelle au retour volontaire des familles d'étrangers en situation irrégulière dont au moins un enfant est scolarisé, http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/lois_decrets_et_circulaires/2006/intk0600060c/download/File/file/INTK0600060C.pdf?nocache=1158834623.94; ii. Circulaire n° NOR/INT/K/06/00058/C du 13 juin 2006 : Mesures à prendre à l'endroit des ressortissants étrangers dont le séjour en France est irrégulier et dont au moins un enfant est scolarisé depuis septembre 2005,

http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/lois_decrets_et_circulaires/2006/intk0600058c/downloadFile/file/INTK0600058C.pdf.

¹² Loi n° 2006-911 du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration parue au Journal officiel n° 170 du 25 juillet 2006, <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INTX0600037L>.

¹³ Extrait de la dépêche intitulée « Projet sur l'immigration en France : ‘ toute l'humanité nécessaire ’ (Chirac) », AFP, (12/05/2006),

http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/afp/depeches_francais/projet_sur_l_immigration_en_france_toute_l_humanite_necessaire-chirac.49640.html.

¹⁴ J. Tarnero, *Le Racisme*, <http://www.anti-rev.org/textes/Tarnero95a/politiques-2.html>.

¹⁵ Loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés (1),

http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=d517228&idtable=d517228%7Cd42818220041216_2%7Cd117228-49249_1%7Cd035169%7Cd057587&c=LOI+n%B0+2005-158+du+23+f%E9vrier+2005+portant+reconnaissance+de+la+Nation+et+contribution+nationale+en+faveur+de+s+Fran%E7ais+rapatri%E9s+&rch=ds&de=20041209&au=20051209&dp=1+an&radio=dp&aff=17228&tri=p&off=0&afd=ppr&afd=ppl&afd=pjl&afd=cvn.

¹⁶ Décret n° 2006-160 du 15 février 2006 portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés (1), <http://www.admi.net/jo/20060216/MENX0600027D.html>